




SECURITE


Prévention des risques d'altération de la santé liés à l'amiante

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références  | Suites données par l'administration   |
|----------------------------|---|--|--------------------------|---|---|
|                            | <p><b>-Présentation de la fiche récapitulative du dossier technique amiante (DTA) et d'un rapport de repérage du bureau SOCOTEC du 20/10/2005 qui ne mentionne pas de présence d'amiante.</b></p> <p><b>-Repérage insuffisant par rapport aux textes actuels qui prévoient un repérage sur les matériaux de la liste « B » (décret de 2011).</b></p>  | <p><b>-Etendre le repérage aux matériaux de la liste B avant le 1<sup>er</sup> février 2021.</b></p> | <p><b>X</b></p>          | <p>Articles R.1334-14 et suivants du code de la santé publique</p> <p>Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes de sécurité du dossier technique Amiante</p> <p>Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011.</p> <p><b>Arrêté du 21 décembre 2012.</b></p> | <p><b>Le repérage des matériaux de la liste B sera pris en compte au 1/02/21 – attention appelée du gestionnaire de la cité et du régisseur</b></p> |




|  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Prévention des risques d'incendie et de panique (suite).**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS  | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références   | Suites données par l'administration  |
|----------------------------|--|--|--------------------------|--|--|
|                            | <p>-Le rapport de vérification périodique des installations de protection contre la foudre a été effectué par le bureau VERITAS en date du 14/09/2017 et fait état de non conformités.</p> <p>-Absence de la clé à proximité de la commande de désenfumage.</p>  <p>-Rapport de vérification périodique du système de désenfumage non communiqué (vérification faite le 25/01/2018).</p> | <p>-S'assurer de la réalisation des prescriptions des experts</p> <p>-Se rapprocher du PC de sécurité pour un complément d'information. En principe cette clé doit être disponible sur place.</p> <p>-Me communiquer le rapport.</p> |                          | <p>Art R 4227-28 et s. du Code du travail.</p> <p>Conseil</p> <p>Conseil</p> | <p><b>Le suivi de la mise en œuvre des recommandations du contenu des rapports de vérification est rappelée le 6/11/20 au responsable de la gestion des cités et à son régisseur.</b></p> <p>Le régisseur de la cité indique qu'il n'y a pas de clé, sachant qu'il s'agit d'une commande de désenfumage. C'est en brisant la vitre en plexiglas, que l'on peut manipuler la commande de désenfumage. En cas de changement de la cartouche de gaz, le poste de sécurité dispose d'une clé pour y accéder.</p> <p><b>Le rapport n'a pas pu être transmis faute de disponibilité sur l'outil BVLink.</b><br/>A noter toutefois que les travaux suite à maintenance ont été effectués en décembre 2019</p> |

|  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Prévention des risques d'incendie et de panique (suite).**

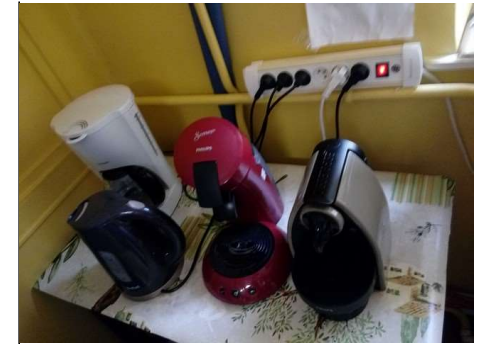
| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS   | Particulièrement signalé | Références     | Suites données par l'administration  |
|----------------------------|---|---|--------------------------|----------------|--|
|                            | <p>-Utilité non connue de la présence d'une clé sous verre dormant au niveau du palier du R+2.</p>  | <p>-Se renseigner (PC de sécurité,...) de l'utilité de cette clé.</p> |                          | <p>Conseil</p> | <p>Le régisseur de la cité indique que la clé qui est accrochée dans le boîtier n'a plus d'utilité. Il s'agit de l'ancienne clé donnant accès au grenier. La serrure de cette porte ayant été changée, cette clé n'a plus d'utilité. Cette clé a été retirée. Les 2 clés donnant accès au grenier se trouvent pour l'une à l'accueil de SDIF et pour l'autre au poste de sécurité.</p> |
|                            |   |   |                          |                |  |

**Prévention des risques liés à l'électricité**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS  | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références  | Suites données par l'administration   |
|----------------------------|--|--|--------------------------|---|---|
|                            | <p>-Le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques a été effectué par le bureau VERITAS en date du 13/11/2017 et fait état de non conformités.</p> <p>-Utilisation, à France Domaine, d'une multiprise d'une puissance admissible de 3600 W pour le branchement d'une bouilloire (2200W), d'un micro-onde (1200W) et de deux cafetières (1200W + 1500 W) et d'une cafetière (900 W) soit au total 7000 W.</p> | <p>-S'assurer de la réalisation des prescriptions des expert. Faire renouveler le contrôle de l'installation électrique dans le délai prescrit.</p> <p>-La périodicité des vérifications est fixée à 1 an. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à 2 ans si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si les travaux de mise en conformité ont été réalisés.</p> <p>-La multiprise (3500 W) comme la ligne (16 A qui permet une puissance d'environ 3500 W) ne permet pas de brancher des appareils qui dépassent cette puissance.</p> <p>-Veiller à l'utilisation de matériel conforme pour le branchement des appareils électriques.</p> <p><b>-Une quantité importante d'appareils électriques peut être à l'origine de surchauffe des lignes et prises</b>, due également à la multiplication des blocs multiprises branchés souvent en cascade.</p> <p>-Préférer l'utilisation des espaces de détente avec un équipement adéquat pour éviter la multiplication des cafetières au niveau individuel.</p> |                          | <p><b>Arrêté du 26 décembre 2011.</b></p> <p>Art R 4226-14 à R 4226-20 du code du travail.</p> <p align="center"><b>X</b></p> | <p><b>Le suivi de la mise en œuvre des recommandations du contenu des rapports de vérification est rappelée le 6/11/20 au responsable de la gestion des cités et à son régisseur</b></p> <p>Intervention des AST les 27 et 28/02/19</p> <p>Diffusion par message aux chefs de service le 15/11/19 de fiches de prévention et consignes incendie</p> |



-Rajouter des prises supplémentaires dans les bureaux et viser à utiliser une prise par récepteur.

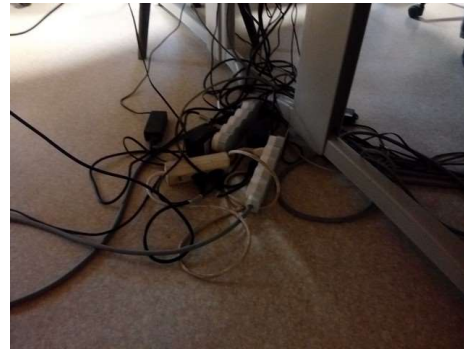


**Prévention des risques liés à l'électricité (suite)**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS | Particulièrement signalé | Références  | Suites données par l'administration     |
|----------------------------|---|-----------------|--------------------------|---|---|
|                            | -Situation similaire à la Paierie, d'une multiprise d'une puissance admissible de 3600 W pour le branchement de 4 appareils électriques d'une puissance totale de 5000 W ou encore à Colmar Municipale où plusieurs équipements sont alimentés par une multiprise unique. |                 | <b>X</b>                 | <b>Arrêté du 26 décembre 2011.</b><br>Art R 4226-14 à R 4226-20 du code du travail. | Intervention des AST les 27 et 28/02/19 |



-Présence de câbles électriques au sol dans de nombreux bureaux (bureau Paierie, Colmar municipale,...).Photo du centre.



-Les placer sous des protège-câbles ou de préférence les fixer sous les plans de travail.

### Prévention des risques liés à la coactivité

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références  | Suites données par l'administration   |
|----------------------------|---|--|--------------------------|---|---------------------------------------|
|                            | -Incertitude sur l'existence d'un plan de prévention par écrit pour les travaux de nettoyage. | -Pour tous les travaux réalisés dans vos services par une entreprise extérieure, un plan de prévention doit être élaboré par écrit si la durée est égale à au moins 400 heures sur une période de 12 mois ou |                          | Art. R. 4511-1 à 4 et R 4515-1 du code du travail | Envoi par courriel à ISST du 21/01/19 |





|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  | quelle que soit la durée si les travaux réalisés sont classés dangereux, tels les travaux exposant les salariés à un risque de chute de hauteur. |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

**Prévention des risques liés à la présence d'un ascenseur ou d'un monte-charge**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références  | Suites données par l'administration    |
|----------------------------|---|--|--------------------------|---|--|
| <b>X</b>                   | -Incertitude sur la conformité de l'ascenseur.<br>-Rapports de vérification (notamment le <b>rapport quinquennal</b> ) non présentés. | -S'assurer de la conformité de l'ascenseur et me faire parvenir le dernier rapport quinquennal.<br>-Le rapport quinquennal avait fait l'objet d'une demande de ma part mon rapport du 13/09/2010 sans réponse. | <b>X</b>                 | Loi n° 2003-590 du 02/07/2003 sur la sécurité des ascenseurs existants R.125-2-4 du code de la construction et de l'habitation<br>Décret n° 2008-291 du 28 mars 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs | Adressé le 6-11-20 à ISST par courriel |
|                            |   |  |                          |   |  |


**Prévention des risques de chute**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS                     | Particulièrement signalé | Références                       | Suites données par l'administration     |
|----------------------------|---|-------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|---|
|                            | -Présence d'un seuil d'une hauteur de 3 à 4 cm dans le cheminement de l'entrée/sortie des agents à Colmar Amendes (photo ci-dessous). | -Mettre en place un seuil en pente. |                          | Art R 4214-3 du code du travail. | Intervention des AST les 27 et 28/02/19 |

|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  |  <p>-Présence de plusieurs goulottes de sol non fixées (bureau du PTGC, Colmar Municipale,...) .Photo du centre.</p> |  <p>-A fixer.</p> |  | <p>Art R 4214-3 du code du travail.</p> <p>Intervention des AST les 27 et 28/02/19</p> |
|--|--|--|--|--|

**Prévention des risques de chute d'objets**




| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS   | Particulièrement signalé | Références                       | Suites données par l'administration                               |
|----------------------------|---|---|--------------------------|----------------------------------|---|
|                            | -Stockage d'équipements au-dessus des armoires (ventilateurs,...). Photo ci-dessous). | -Libérer le dessus des armoires et plus particulièrement les objets métalliques susceptibles de pouvoir blesser une |                          | Art L 4221-1 du Code du travail. | Site et bureau non spécifiés. Thématique qui sera reprise dans la |

|  |  |                  |  |   |
|--|--|------------------|--|---|
|  |  | <p>personne.</p> |  | <p>campagne DUERP 2020-2021 (simple mise à jour pour 2019-2020)</p> |
|  |  |                  |  |   |

**HYGIENE DES LIEUX DE TRAVAIL**

**Aspect intérieur / Aspect extérieur**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS              | Particulièrement signalé | Références | Suites données par l'administration                         |
|----------------------------|---|------------------------------|--------------------------|------------|---|
|                            | -Entretien de l'immeuble insuffisant pour son aspect extérieur. | -Prévoir une remise en état. |                          | Conseil.   | Détérioration confirmée et généralisée à tous les bâtiments |

|  |   |  |  |   |
|--|---|--|--|---|
| <p>-Crépi détaché par endroit (photos ci-dessous).</p> |  <p>-Peinture de plusieurs radiateurs écaillée (toilettes CDIF,...).</p>  |  <p>-A rafraîchir.</p> |  | <p>anciens (casernes) des deux cités d'après le gestionnaire des cités. Serait due aux fortes variations de température et impact sécheresse sur le grès qui perd sa cohérence. Est uniquement un problème esthétique à traiter dans le cadre de la rénovation des cités. Plan de rénovation des cités : pas de gros travaux jusqu'au démarrage</p> <p>Conseil.</p> |
|--|---|--|--|---|



**Aspect intérieur / Aspect extérieur (suite)**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS  | RECOMMANDATIONS | Particulièrement signalé | Références | Suites données par l'administration  |
|----------------------------|--|-----------------|--------------------------|------------|--|
|                            | -Mur dégradé dans le bureau n° 8 (photo ci-dessous). | -A rafraîchir.  |                          | Conseil.   | Plan de rénovation des cités : pas de travaux de peinture jusqu'au démarrage |

|  |  |  |  |          |   |
|--|--|--|--|----------|---|
|  |  <p>-Fenêtre d'un bureau du PELP maintenue fermée avec une pièce de bois (photo ci-dessus au centre).<br/>-Absence du taquet de fenêtre.</p> |  <p>-Faire réparer par un homme de l'art.</p> |  | Conseil. | Plan de rénovation des cités : pas de gros travaux jusqu'au démarrage<br>Pas de travaux car projet de déménagement de service |
|--|--|--|--|----------|---|


**Aspect intérieur / Aspect extérieur (suite)**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS  | RECOMMANDATIONS   | Particulièrement signalé | Références | Suites données par l'administration     |
|----------------------------|--|---|--------------------------|------------|---|
|                            | -Infiltration d'eau dans un bureau de France domaine du R+2. | -En chercher la cause et faire effectuer la réparation. |                          | Conseil.   | Intervention des AST les 27 et 28/02/19 |

|  |  |  |  |          |   |
|--|--|--|--|----------|---|
|  | <p>-Nombreuses auréoles, liées à l'infiltration, sur les dalles au plafond (photo ci-dessous).</p>  <p>-Trace de la dépose d'un équipement (trous dans le mur) au R+2 (France domaine). Photo du centre</p> |  <p>-A remettre en état.</p> |  | Conseil. | <p>Intervention des AST les 27 et 28/02/19</p> <p>Intervention des AST les 27 et 28/02/19</p> |
|--|--|--|--|----------|---|




**Installations sanitaires / Vestiaires**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS | RECOMMANDATIONS | Particulièrement signalé | Références | Suites données par l'administration |
|----------------------------|---------------|-----------------|--------------------------|------------|-------------------------------------|
|----------------------------|---------------|-----------------|--------------------------|------------|-------------------------------------|

|  |  |   |  |  |
|--|--|---|--|--|
|  | <p>-Absence de pictogramme sur les portes des compartiments de toilettes (CDIF, PTGC, Paierie,...).</p> <p>-Descellement et dépose du lavabo dans les toilettes dames à la Paierie (photo ci-dessous).</p>  | <p>-Dans les établissements employant un personnel mixte, les cabinets d'aisance doivent être séparés pour le personnel féminin et masculin.</p> <p>-Mettre un pictogramme sur chaque porte des compartiments.</p> <p>-Faire remettre le lavabo en place par un homme de l'art.</p> | <p>Art R 4228-10 et s. du code du travail.</p> <p>Art R 4228-1 et s. du code du travail.</p> | <p>Pictogrammes mis en place au mois de mars 2020</p> <p>Le régisseur de la cité indique qu'Il est parfaitement inutile de remettre un lavabo dans le local des toilettes sachant qu'à la sortie des toilettes se trouve un vestibule équipé de 2 lavabos.</p> <p>On distingue parfaitement l'entrée des toilettes à droite sur la photo. 2 lavabos pour un seul cabinet de toilettes sont considérés comme suffisants sans qu'on y installe un troisième.</p> |
|--|--|---|--|--|

**Nettoyage et rangement des locaux de travail et locaux annexes.**


|              |  |  |               |  |
|--------------|--|--|---------------|--|
| Constatation |  |  | Particulière- |  |
|--------------|--|--|---------------|--|

| déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS  | ment signalé | Références  | Suites données par l'administration   |
|---------------|---|--|--------------|---|---|
|               | <p>-Absence de nettoyage régulier aux archives du R+2.<br/>-Constat d'une quantité de poussière importante.</p> <p>-Présence d'un amas de cartons en vrac (photo ci-dessous).</p>  <p>-Encombrement de matériels obsolètes (photo du centre et de droite).</p> | <p>- Effectuer un nettoyage régulier de cet espace.</p>  <p>-Enlever les équipements qui ne seront plus utilisés.<br/>-L'article R 4224-18 précise que les locaux de travail et leurs annexes sont exempts de tout encombrement.</p> |              | <p>Art .R 4224-18 du code du travail.</p> <p>Art .R 4224-18 du code du travail.</p> | <p>Nettoyage fait fin 2019</p>  <p>Nettoyage fait fin 2019</p> |

**CONDITIONS DE TRAVAIL / ELEMENTS ERGONOMIQUES**



**Ambiance lumineuse, éclairage naturel & artificiel**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS   | RECOMMANDATIONS   | Particulièrement signalé | Références                                   | Suites données par l'administration            |
|----------------------------|---|---|--------------------------|--|--|
|                            | <p>-Stores à lamelles non fonctionnels dans le bureau n°6.</p>  | <p>-A remplacer (de préférence par des stores réfléchissants pour les expositions sud).</p> |                          | <p>Art R 4223-1 et s. du Code du travail</p> | <p>Intervention des AST les 27 et 28/02/19</p> |

**L'aménagement des espaces de travail / Surface des locaux/Equipements**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS | RECOMMANDATIONS | Particulièrement signalé | Références | Suites données par l'administration |
|----------------------------|---------------|-----------------|--------------------------|------------|-------------------------------------|
|                            |               |                 |                          |            |                                     |

|  |  |  |  |          |            |
|--|--|--|--|----------|------------|
|  | -Souhait exprimé par un agent de Colmar amendes de disposer d'humidificateurs d'air. | -Etudier la possibilité de poser des humidificateurs sur les radiateurs. |  | Conseil. | Demande SO |
|  |  |  |  |          |            |

**REGISTRES**

**Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP)**

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS                                     | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références                             | Suites données par l'administration                                 |
|----------------------------|---|--|--------------------------|--|---|
|                            | -Le DUERP présenté ne comporte qu'un seul risque. | -Revoir le document pour assurer un recueil complet des risques. |                          | Article R 4141-3-1 du code du travail. | Campagne 2019-2020 parcellaire mais refonte complète pour 2020-2021 |
|                            |   |  |                          |  |   |

**AMENAGEMENTS SPECIFIQUES POUR LES PERSONNES HANDICAPEES**

[Empty box for specific measures]

| Constatation déjà formulée | CONSTATATIONS  | RECOMMANDATIONS  | Particulièrement signalé | Références  | Suites données par l'administration  |
|----------------------------|--|--|--------------------------|---|--|
|                            | <p>-Le CFP est accessible aux usagers souffrant d'un handicap moteur (PMR) mais non à ceux souffrant d'une déficience visuelle ou auditive.</p> <p>(se reporter à la fiche d'enquête en fin de rapport).</p> | <p>-Pour mémoire ce bâtiment classé en établissement recevant du public (ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie) doit fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles il est conçu.</p> |                          | <p>Art R 111-19-8 du CCH</p> <p>et</p> <p>Art R 4214-26 et s. du code du travail.</p> | <p>Plan de rénovation des cités : pas de gros travaux jusqu'au démarrage</p> |
|                            |  |  |                          |   |  |

Les documents présentés au cours de la visite sont: **le rapport de vérification des installations contre la foudre de 2017, le rapport de vérification électrique de 2017, le rapport de repérage amiante de 2005 et de la fiche récapitulative et le registre public d'accessibilité.**

Conformément aux dispositions du décret n° 2011-774 du 28 juin 2011 portant modification du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié, relatif à

l'hygiène et la sécurité au travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, à l'aide de la présente fiche de visite, je vous serais obligé de me faire connaître les suites que vous envisagez de donner à ces constatations.

Par ailleurs, le signalement particulier d'une constatation ne signifie pas l'absence de suivi des autres. Cette mention ne vise qu'à souligner le caractère urgent ou aigu du problème soulevé. Je demeure à votre disposition pour toute information complémentaire.

L'inspecteur santé sécurité au travail

Serge SPETTEL

Transmis pour suite à donner à : M. le correspondant santé et sécurité de la DGFIP.

Transmis pour suite à donner à : M. l'administrateur général des Finances Publiques de la DDFIP du Haut-Rhin.

Transmis à : Mme la coordonnatrice nationale des missions d'inspection santé et sécurité au travail.

Transmis à : Mme la gestionnaire de site du bâtiment J de la cité administrative de Colmar.

Transmis à : M. le régisseur de la cité administrative.

Transmis pour l'information des membres du CHSCT à: M. le Président du CHSCT du Haut-Rhin.

Transmis pour information à : Mme le médecin de prévention du Haut-Rhin.

Transmis pour information à : M. le chef de l'antenne immobilière du Secrétariat général à Strasbourg.

Transmis pour information à : Mme l'assistante de prévention de la DDFIP du Haut-Rhin.